

Conseil Intercommunal de la Région de Nyon

COMMISSION DES FINANCES (COFIN) – RAPPORT PREAVIS 56-2020 : DEMANDE DE CREDIT DE CHF 80'000 POUR L'ETUDE REGIONALE DE PLANIFICATION DES PARKINGS D'ECHANGE DU DISTRICT DE NYON

Madame la Présidente,

Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers,

La COFIN au complet (MM Baumgartner, Costiou, Graf, Guilloud, Hinder et Kilchherr) s'est réunie le 19 août 2020 à 7h45 dans une salle de la Commune de Nyon, COVID oblige, en présence de Mme Chantal Landeiro, de MM Gérald Cretegny, Pierre Graber et Mr David Saugy (Boursier).

La commission remercie les membres du CODIR et le Boursier pour la discussion qu'elle a eu avec eux et les réponses qui lui ont été données.

La commission tient à souligner au Conseil les éléments suivants sur ce préavis :

1. La demande concerne un crédit d'étude. Il est donc normal qu'il soit financé par les cotisations des membres de l'association (via le budget de fonctionnement de la Région) et non via le DISREN
2. Même si l'Etat de Vaud entrera en matière pour la moitié du coût de cette étude, il est normal que la demande de crédit soit de la totalité du montant de l'étude. Cependant, les conclusions du préavis devraient mentionner que le montant porté au bilan soit net de cette participation. C'est pourquoi la COFIN propose d'amender la conclusion du préavis en ajoutant dans la dernière phrase de la décision soumise au Conseil la mention en gras ci-dessous :

« (décide) d'imputer le montant total de CHF 80'000 sur le compte d'investissement **sous déduction des participations reçues de tiers**. Ce montant sera amorti sur 5 années »

3. La COFIN soutient la durée d'amortissement de 5 années pour une étude de ce genre.
4. Enfin, vu la marge d'autofinancement négative dans les comptes 2019 et malgré la participation de l'Etat, la COFIN n'est pas en mesure d'assurer que la Région puisse financer cette démarche via son budget de fonctionnement sans avoir recours ni à l'emprunt, ni sans ponctionner sur les liquidités des fonds dédiés dont elle a la charge.

Conclusion

Au vu de ce qui précède, la COFIN, n'étant pas persuadée que ce préavis puisse être financé par le budget de fonctionnement sans avoir recours ni à l'emprunt, ni sans ponctionner sur les liquidités des fonds dédiés dont elle a la charge, recommande au Conseil Intercommunal de refuser le préavis tel que présenté. Si le Conseil ne suivait pas sa recommandation, elle espère à tout le moins son soutien dans l'amendement qu'elle propose au point 2 ci-dessus.

Pour la Commission des Finances,

Walter Baumgartner

Christian Graf

Frédéric Guilloud

Anthony Hinder

Laurent Kilchherr

Francis Costiou

(Rapporteur)